



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.272/2
du 24 avril 2018

advies 63.272/2
van 24 april 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
27 mars 2017 organisant le
fonctionnement du Registre
Central de la Solvabilité'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
27 maart 2017 houdende de
werking van het Centraal
Register Solvabiliteit'

Le 3 avril 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 27 mars 2017 organisant le fonctionnement du Registre Central de la Solvabilité'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 24 avril 2018. La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, président du Conseil d'État, Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX, conseiller d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 avril 2018.

*

Op 3 april 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 maart 2017 houdende de werking van het Centraal Register Solvabiliteit'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 24 april 2018. De kamer was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, voorzitter van de Raad van State, Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX, staatsraad, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 april 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FONDEMENT LÉGAL

1. Contrairement à ce qui est indiqué à l'alinéa 1^{er} du préambule, l'article XX.9 du Code de droit économique ne comporte aucune habilitation au Roi et ne peut dès lors constituer un fondement juridique pour l'arrêté en projet.

2. Deux autres dispositions du Code de droit économique sont susceptibles de pouvoir être invoquées au titre du fondement juridique de l'arrêté qu'il est envisagé de modifier :

– d'une part, l'article XX.16, § 3, alinéa 1^{er}, suivant lequel

« Le Roi détermine, après avoir recueilli l'avis du gestionnaire et de la Commission de la protection de la vie privée :

1° la forme et les modalités de l'enregistrement des données dans le registre ;

2° les modalités d'accès au registre ;

3° les modalités de mise en place et de fonctionnement du registre, et les données du registre ».

– d'autre part, l'article XX.18, § 1^{er}, suivant lequel

« Dans le cadre de l'accomplissement de leur missions légales, les magistrats y compris les magistrats du ministère public, les greffiers, les secrétaires de parquet, les juges-commissaires, les juges-délégués, les praticiens de l'insolvabilité, les débiteurs et faillis visés dans le présent livre ainsi que les créanciers et les tiers qui fournissent l'assistance judiciaire à titre professionnel, ont en principe accès aux données visées à l'article XX.15 et qui sont pertinentes pour eux, sans préjudice des règles découlant de la protection du secret professionnel, du secret des affaires et du secret du délibéré.

Le Roi détermine après avis de la Commission de la protection de la vie privée, les modalités d'accès au registre, compte tenu notamment de la nature particulière de certaines données et notamment des exigences de protection du secret professionnel ou du secret des affaires.

Tout tiers intéressé peut demander un accès, à tout ou partie, du dossier au juge-commissaire ou au juge délégué. Le président du tribunal, le président de la chambre, le juge-commissaire ou le juge délégué, peuvent également décider, au cas par cas, que certaines données ne sont accessibles de par leur nature confidentielle, que de façon limitée. Ils communiquent leur décision au gestionnaire du registre.

Le Roi peut, après avoir recueilli l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, permettre à d'autres catégories de personnes de consulter ces données dans les conditions qu'Il détermine ».

Cette dernière disposition est également invoquée dans le préambule de l'arrêté en projet.

Compte tenu de la portée concrète de celui-ci et afin de procéder à une lecture utile des deux habilitations dont il vient d'être fait état, il peut effectivement être considéré que l'habilitation de l'article XX.16, § 3, alinéa 1^{er}, du Code de droit économique vise l'organisation générale du registre, en ce compris ses modalités d'accès, tandis que l'habilitation prévue à l'article XX.18, § 1^{er}, du Code de droit économique vise de manière plus précise la détermination des personnes qui ont un accès, tant actif (droit d'écriture) que passif (droit de consultation), à ce registre.

Étant donné que l'arrêté en projet ne fait qu'adapter, dans l'arrêté royal du 27 (lire : 23) mars 2017 'organisant le fonctionnement du Registre Central de la Solvabilité', les annexes relatives à l'identification de ces personnes, il peut être considéré que l'article XX.18, § 1^{er}, du Code de droit économique constitue bien l'habilitation nécessaire pour ce faire.

Il n'en reste pas moins que la mise en œuvre de cette dernière habilitation requiert l'avis préalable de la Commission de la protection de la vie privée.

Il doit en conséquence être veillé au bon accomplissement de cette formalité.

ANNEXES

OBSERVATIONS PRÉALABLES

1. Vu le délai imparti, il n'a pas été procédé dans le présent avis à la vérification de la complétude des références faites aux articles du livre XX du Code de droit économique au regard de ce que prévoit l'article XX.15, alinéa 1^{er}, du Code de droit économique, aux termes duquel

« [l]e registre [central de la solvabilité] contient toutes les données et pièces dont l'insertion est prévue par le présent livre ».

Par ailleurs, les différents éléments du tableau ne correspondent pas toujours au contenu des dispositions visées du Code de droit économique, ainsi que l'illustrent les exemples fournis ci-après.

Enfin, vu la technicité de la matière et le fait que le délai sollicité pour le présent avis a été abrégé, il n'a pas été possible au Conseil d'État de vérifier si chacune des mentions relatives aux possibilités de consulter les actes mentionnés (« oui » ou « non » ou « sans objet ») se trouvent chaque fois justifiées.

Il appartient à l'auteur du projet de s'assurer que, compte tenu des objectifs poursuivis, les accès au Registre Central de la Solvabilité peuvent se justifier au regard du droit au respect de la vie privée, spécialement lorsqu'un droit de consultation est accordé à des tiers.

2. La question se pose de savoir pourquoi les annexes n^{os} 1 à 4 utilisent la notion d'« intéressé », alors que les annexes n^{os} 6, 8, 10, 12 et 14 utilisent celle de « tiers ».

3. La correction linguistique des mentions figurant dans les annexes doit être vérifiée.

On constate ainsi, par exemple, que, dans la version française des tableaux des annexes n^{os} 11 et 12, les expressions ou mots « 2de lid », « 5de lid », « laatste lid » et « overnemer » sont utilisées.

4. La correspondance entre les versions française et néerlandaise des annexes doit être vérifiée.

Ainsi, par exemples :

– à la treizième et dernière ligne de l'annexe 1, le mot « beschikking » correspond au mot « autorisation » alors que ce dernier mot correspond également au mot « machtiging » aux cinquième et septième lignes de la même annexe ; à l'annexe 2, la même difficulté surgit à la quatorzième et dernière ligne, et à la quatrième ligne de l'annexe 16 ;

– aux annexes 18 et 19, dans la deuxième colonne des deuxième, septième et dixième lignes de la version française du tableau, il convient de remplacer le mot « décision » par le mot « ordonnance ».

5. Comme en a convenu la déléguée du Ministre, il convient, dans la version française des annexes 15 à 27, de remplacer les mots « droit de rédaction » par les mots « droit d'écriture », et ce conformément à l'article 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 23 mars 2017.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Annexe 1

1. Les lignes du tableau devraient être placées dans l'ordre des numéros d'articles figurant dans sa première colonne.

La même observation vaut pour le tableau des annexes n^{os} 4, 15 et 16.

2. S'agissant de la quatrième ligne du tableau (« art. XX.120 – demande »), la question se pose de savoir pourquoi les créanciers ne peuvent consulter la demande du curateur tendant à obtenir du juge-commissaire qu'il autorise la remise ou l'abandon de la vente, prévue par l'article XX.120, § 1^{er}, alinéa 4, première phrase, du Code de droit économique. Il est vrai que cette même disposition prévoit l'appel des créanciers hypothécaires et privilégiés à cette procédure mais on se demande alors pourquoi les autres créanciers ne peuvent procéder à cette consultation.

Une question analogue se pose pour la sixième ligne du tableau (« art. XX.121 – demande »).

3. À la septième ligne du tableau (« art. XX.121 – autorisation »), il y a lieu, dans la troisième colonne, de remplacer « juge-commissaire » par « magistrats », qui est la formule utilisée, semble-t-il, lorsque la mesure est prise par le tribunal.

La même observation vaut pour la septième ligne du tableau de l'annexe n° 15.

4. Le tableau ne comprend pas de ligne consacrée à l'acceptation de sa mission par le curateur *ad hoc*, prévue par l'article XX.127, alinéa 3, du Code de droit économique.

La même observation vaut pour le tableau de l'annexe n° 15.

5. La mention « non » dans la neuvième colonne (« créancier ») du tableau, en regard de la treizième et dernière ligne (« art. XX.131, § 2 – autorisation ») ne s'explique pas dès lors que l'article XX.131, § 2, alinéa 1^{er}, du Code de droit économique, qui semble ici concerné, prévoit précisément que « les créanciers qui ont fait une déclaration de créance ont accès à distance au dossier de la faillite, conformément à l'article XX.18 » du Code.

6. Sous le tableau, dans le texte commençant par un astérisque, avant les notes, il y a lieu, dans la version française, d'écrire, *in fine*, « pour sa propre demande ».

Annexe 2

1. À la première ligne (« art. XX.132 »), on n'aperçoit pas à quoi correspond le « procès-verbal » mentionné à la deuxième colonne, l'article XX.132 du Code de droit économique ne faisant pas état de pareille pièce, sauf si, par « procès-verbal », est visé l'acte par lequel les curateurs acceptent leur mission.

La même observation vaut pour la treizième ligne du tableau de l'annexe n° 15.

2. À la deuxième ligne (« art. XX.134 - déclaration »), on n'aperçoit pas à quoi correspond la « déclaration » mentionnée à la deuxième colonne, l'article XX.134 du Code de droit économique ne faisant pas état de pareille pièce.

La même observation vaut pour la quatorzième ligne du tableau de l'annexe n° 15.

3. L'article XX.140 du Code de droit économique envisage une autorisation du tribunal et non du juge-commissaire.

Il y a donc lieu, dans la troisième colonne de la neuvième ligne (« art. XX.140 - autorisation ») d'écrire « magistrats » plutôt que « juge-commissaire ».

La même observation vaut pour la vingt-et-unième ligne du tableau de l'annexe n° 15.

Annexe 3

1. À l'article XX.143 du Code de droit économique, qui fait l'objet de la première ligne (« art. XX.143 – demande ») du tableau de l'annexe 3, la troisième colonne (« compositeur ») mentionne le « curateur », alors qu'aux termes de l'article XX.143, alinéa 2, du Code, c'est le « failli, personne physique, » qui peut introduire une « demande » auprès du juge-commissaire en vue de l'obtention d'une « autorisation de procéder personnellement à l'ouverture des envois [...] ».

2. La notion de « liste » n'apparaissant pas comme telle à l'article XX.145 du Code de droit économique, cette notion, utilisée à la cinquième ligne du tableau (« art. XX.145 – liste ») doit être précisée.

Cette observation vaut également, *mutatis mutandis*, pour la huitième ligne (« art. XX.151 – liste ») du même tableau et aux neuvième et douzième lignes du tableau de l'annexe n° 16.

Annexe 4

L'article XX.167, alinéa 3, du Code de droit économique évoque l'existence d'un « avis [...] déposé dans le registre, par les soins du greffier » à la suite de la convocation des créanciers inscrits dans la faillite par le juge-commissaire à une assemblée des créanciers.

Il semble donc qu'à la douzième ligne (« art. XX.167 – procès-verbal »), les mentions « procès-verbal » et « juge-commissaire » doivent être remplacées respectivement par « avis » et « greffier ».

La même observation vaut pour la huitième ligne du tableau de l'annexe n° 16.

Annexe 5

Dans la version française du tableau, il convient dans la seconde colonne de la deuxième ligne de remplacer le mot « décision » par le mot « ordonnance » la même observation vaut pour les septième et dixième ligne de cette même version.

Annexe 6

La notion d'« organe compétent » (colonne n° 6) devrait être explicitée par une légende au bas du tableau.

La même observation vaut pour les tableaux des annexes n° 8, 10, 12 et 14.

Annexes 7 et 8

Alors que, dans les lignes n^{os} 11 et 13, il est fait écho au « jugement » dont il est question à l'article XX.51, §§ 2 et 3, du Code, aucune ligne n'est consacrée aux jugements de mainlevée des saisies, prévus par le paragraphe 1^{er} de la même disposition.

La même observation vaut pour les tableaux des annexes n^{os} 20 et 21.

Annexes 9 et 10

La ligne n° 6 du tableau (« XX.62 CDE – requête fin ») des annexes n^{os} 9 et 10 ne fait pas état de tous les actes introductifs d'instance prévus par l'article XX.62, § 2, du Code de droit économique, qui, outre la requête émanant du « débiteur », envisage la possibilité d'une « citation du ministère public ou de tout intéressé ».

La même observation vaut pour la ligne n° 6 des tableaux des annexes n^{os} 22 et 23.

Annexes 11 et 12

1. Dans la troisième colonne de la neuvième ligne (« XX.86 § 5 CDE »), il convient, dans la version française, d'écrire « tribunal du travail » et non « tribunal de travail ».
2. Dans la première colonne des cinquième et sixième lignes, il y a lieu, dans la version française, d'écrire « alinéa 6 » et, dans la version néerlandaise, « zesde lid » au lieu de « laatste lid ».

Annexes 13 et 14

1. La première ligne du tableau (« XX.90 CDE ») fait état de la « publication et [de la] communication aux créanciers » du jugement prévu par l'article XX.90 du Code, mais le tableau n'évoque pas le jugement lui-même.
2. Le jugement prévu par l'article XX.91, alinéa 2, du Code de droit économique n'est pas évoqué par le tableau.

Annexe 15

Il manque, entre les douzième et treizième lignes, une ligne qui, comme à la treizième et dernière ligne de l'annexe n° 1, est consacrée à l'article XX.131, § 2, du Code de droit économique.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

RECHTSGROND

1. In tegenstelling tot wat wordt vermeld in het eerste lid van de aanhef, verleent artikel XX.9 van het Wetboek van economisch recht geen enkele machtiging aan de Koning. Dat artikel kan derhalve geen rechtsgrond opleveren voor het ontwerpbesluit.

2. Twee andere bepalingen van het Wetboek van economisch recht kunnen worden ingeroepen als rechtsgrond voor het besluit waarvan de wijziging wordt beoogd:

– enerzijds artikel XX.16, § 3, eerste lid, dat luidt als volgt:

“De Koning bepaalt, na het advies te hebben ingewonnen van de beheerder en de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer:

1° de vorm en de nadere regels van de opname van gegevens in het register;

2° de nadere regels inzake de toegang tot het register;

3° de nadere regels voor de inrichting en werking van het register, en de gegevens van het register.”

– anderzijds artikel XX.18, § 1, dat luidt als volgt:

“In de vervulling van hun wettelijke opdracht hebben de magistraten met inbegrip van de leden van het openbaar ministerie, de griffiers, de parketsecretarissen, de rechters-commissarissen en de gedelegeerd rechters, de insolventiefunctionarissen, de schuldenaren en gefailleerden bedoeld in dit boek, alsook de schuldeisers en derden die beroepsmatig rechtsbijstand verlenen, in beginsel toegang tot de voor hen relevante in artikel XX.15 bedoelde gegevens, onverminderd de regels die voortvloeien uit de bescherming van het beroeps- en zakengeheim en van het geheim van de beraadslaging.

De Koning bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de nadere regels van toegang tot het register, mede in acht genomen de bijzondere aard van bepaalde gegevens die beschermd moeten worden op grond van het beroepsgeheim of het zakengeheim.

Elke belanghebbende derde kan, geheel of gedeeltelijk, toegang vragen tot het dossier aan de rechter-commissaris of de gedelegeerde rechter. De voorzitter van de rechtbank, de voorzitter van de kamer, de rechter-commissaris of de gedelegeerde rechter kunnen ook beslissen, geval per geval, dat bepaalde gegevens wegens hun vertrouwelijke aard, slechts beperkt toegankelijk zijn. Zij delen hun beslissing mede aan de beheerder van het register.

De Koning kan, na advies van de Commissie voor de bescherming van de levenssfeer, andere categorieën van personen de toestemming geven om die gegevens te raadplegen onder de voorwaarden die Hij bepaalt.”

Naar die laatste bepaling wordt ook verwezen in de aanhef van het ontwerpbesluit.

Gelet op de concrete strekking van dat ontwerpbesluit kunnen de twee voormelde machtigingen, inderdaad als volgt worden uitgelegd: de machtiging waarin artikel XX.16, § 3, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht voorziet, handelt over de algemene organisatie van het register, met inbegrip van de nadere regels voor de toegang tot dat register, terwijl de machtiging waarin artikel XX.18, § 1, van het Wetboek van economisch recht voorziet, er meer bepaald toe strekt nader te bepalen welke personen een actieve (schrijfrecht) of passieve (inzagerecht) toegang tot dat register hebben.

Aangezien het ontwerpbesluit enkel aanpassingen aanbrengt in de bijlagen van het koninklijk besluit van 27 (lees: 23) maart 2017 ‘houdende de werking van het Centraal Register Solvabiliteit’ met betrekking tot de identificatie van die personen, kan ervan worden uitgegaan dat artikel XX.18, § 1, van het Wetboek van economisch recht wel degelijk de daartoe noodzakelijke machtiging inhoudt.

Dat neemt niet weg dat voor de tenuitvoerlegging van die laatste machtiging het voorafgaande advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer vereist is.

Er moet derhalve op toegezien worden dat dit vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

BIJLAGEN

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. Gelet op de termijn die hem is toegemeten, heeft de Raad van State in dit advies niet nagegaan of de verwijzingen naar de artikelen van boek XX van het Wetboek van economisch recht volledig zijn in het licht van wat is bepaald in artikel XX.15, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht dat luidt als volgt:

“Het Centraal [(R)egister Solvabiliteit] bevat alle gegevens en stukken waarvan de opgave wordt bepaald in dit boek.”

Voorts stemmen de verschillende gegevens in de tabel niet altijd overeen met de inhoud van de genoemde bepalingen van het Wetboek van economisch recht, zoals blijkt uit de voorbeelden die hierna worden gegeven.

Gelet op de technische inslag van de materie en op het feit dat de gevraagde termijn voor dit advies is verkort, heeft de Raad van State niet kunnen nagaan of elk van de vermeldingen met betrekking tot de mogelijkheden om de vermelde stukken te raadplegen (“ja” of “nee” of “nvt”) telkens gerechtvaardigd zijn.

De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat, gelet op de nagestreefde doelstellingen, de toegangen tot het Centraal Register Solvabiliteit kunnen worden gerechtvaardigd in het licht van het recht op eerbiediging van het privéleven, inzonderheid wanneer een inzagerecht wordt verleend aan derden.

2. De vraag rijst waarom in de bijlagen 1 tot 4 het begrip “belanghebbende” wordt gebruikt, terwijl in de bijlagen 6, 8, 10, 12 en 14 het begrip “derde” wordt gebruikt.

3. Er moet worden nagegaan of de vermeldingen in de bijlagen taalkundig correct zijn.

Zo kan bijvoorbeeld worden vastgesteld dat in de Franse tekst van de tabellen van de bijlagen 11 en 12, de uitdrukkingen of woorden “2de lid”, “5de lid”, “laatste lid”, en “overnemer” worden gebruikt.

4. De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van de bijlagen dient nagegaan te worden.

Zo bijvoorbeeld:

– stemt, in de dertiende en laatste rij van bijlage 1, het woord “beschikking” overeen met het woord “autorisation”, terwijl dat woord eveneens overeenstemt met het woord “machtiging”, in de vijfde en de zevende rij van diezelfde bijlage; dezelfde moeilijkheid doet zich voor in de veertiende en laatste rij van bijlage 2 en in de vierde rij van bijlage 16;

– in de bijlagen 18 en 19 dient, in de tweede kolom van de tweede, zevende en tiende rij van de Franse tekst van de tabel, het woord “décision” vervangen te worden door het woord “ordonnance”.

5. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat, ter wille van de overeenstemming met artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 23 maart 2017, in de Franse tekst van de bijlagen 15 tot 27 de woorden “droit de rédaction” moeten worden vervangen door de woorden “droit d’écriture”.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Bijlage 1

1. De tabelrijen zouden zodanig moeten worden geordend dat de artikelen die in de eerste kolom vermeld zijn, er in oplopende volgorde in worden weergegeven.

Dezelfde opmerking geldt voor de tabel van de bijlagen 4, 15 en 16.

2. Met betrekking tot de vierde tabelrij (“art. XX.120 – verzoekschrift”) rijst de vraag waarom de schuldeisers het verzoekschrift van de curator, dat erop gericht is van de

rechter-commissaris uitstel of afstel van de verkoop te verkrijgen, zoals bepaald in artikel XX.120, § 1, vierde lid, eerste zin, van het Wetboek van economisch recht, niet mogen raadplegen. Diezelfde bepaling voorziet weliswaar in de oproeping van de hypothecaire of bevoorrechte schuldeisers in die procedure, maar dan rijst de vraag waarom de andere schuldeisers dan het verzoekschrift niet mogen raadplegen.

Een gelijkaardige vraag rijst voor de zesde tabelrij (“art. XX.121 – verzoekschrift”).

3. In de zevende tabelrij (“art. XX.121 – machtiging”), derde kolom, dient het woord “rechter-commissaris” te worden vervangen door het woord “magistraten” dat, naar het zich laat aanzien, de gangbare formulering is wanneer de maatregel door de rechtbank [wordt genomen].

Dezelfde opmerking geldt voor de zevende tabelrij van bijlage 15.

4. De tabel bevat geen rij die gewijd is aan de aanvaarding, door de curator *ad hoc*, van zijn opdracht, in welke aanvaarding artikel XX.127, derde lid, van het Wetboek van economisch recht voorziet.

Dezelfde opmerking geldt voor de tabel van bijlage 15.

5. De vermelding “neen” in de negende kolom (“schuldeiser”) van de tabel, van de dertiende en laatste rij (“art. XX.131, § 2 – beschikking”) heeft geen zin, aangezien artikel XX.131, § 2, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht, waarover het hier lijkt te gaan, inzonderheid bepaalt dat “de schuldeisers die een schuldvordering hebben aangegeven, toegang op afstand [hebben] tot het faillissementsdossier overeenkomstig artikel XX.18” van het Wetboek.

6. Onder de tabel, in de tekst die begint met een asterisk en die voorafgaat aan de noten, dient in de Franse tekst, *in fine*, “pour sa propre demande” te worden geschreven.

Bijlage 2

1. In de eerste rij (“art. XX.132”) is het niet duidelijk waarmee het in de tweede kolom vermelde “proces-verbaal” overeenstemt. In artikel XX.132 van het Wetboek van economisch recht is er immers geen sprake van een dergelijk stuk, tenzij met “proces-verbaal” wordt verwezen naar de akte waarbij de curatoren hun opdracht aanvaarden.

Dezelfde opmerking geldt voor de veertiende tabelrij van bijlage 15.

2. In de tweede rij (“art. XX.134 verklaring”) is het niet duidelijk waarmee de in de tweede kolom vermelde “verklaring” overeenstemt, aangezien er in artikel XX.134 van het Wetboek van economisch recht geen sprake is van een dergelijk stuk.

Dezelfde opmerking geldt voor de vijftiende tabelrij van bijlage 15.

3. In artikel XX.140 van het Wetboek van economisch recht is er sprake van een machtiging die wordt verleend door de rechtbank, en niet door de rechter-commissaris.

In de derde kolom van de negende rij (“art. XX.140 machtiging”) dient bijgevolg “magistraten” te worden geschreven in plaats van “rechter-commissaris.”

Dezelfde opmerking geldt voor de tweeëntwintigste tabelrij van bijlage 15.

Bijlage 3

1. In artikel XX.143 van het Wetboek van economisch recht, waarop de eerste tabelrij (“art. XX.143 – verzoekschrift”) van bijlage 3 handelt, wordt in de derde kolom (“opsteller”), de “curator” vermeld, terwijl het luidens artikel XX.143, tweede lid, van het wetboek “(...) de “gefaillieerde natuurlijke persoon” is die “de rechter-commissaris kan verzoeken zelf de aan hem gerichte brievenpost te mogen openen.”

2. Aangezien het begrip “lijst” niet als dusdanig voorkomt in artikel XX.145 van het Wetboek van economisch recht, moet dat begrip dat in de vijfde tabelrij (“art. XX.145 – lijst”) is vermeld, nader worden bepaald.

Die opmerking geldt *mutatis mutandis* ook voor de achtste rij (“art. XX.151 – lijst”) van dezelfde tabel en voor de negende en de twaalfde tabelrijen van bijlage 16.

Bijlage 4

In artikel XX.167, derde lid, van het Wetboek van economisch recht is er sprake van een “bericht” dat “in het register wordt neergelegd door toedoen van de griffier” nadat de rechter-commissaris de in het faillissement ingeschreven schuldeisers heeft opgeroepen voor een vergadering van schuldeisers.

Het laat zich dan ook aanzien dat in de twaalfde rij (“art. XX.167 – proces-verbaal”) de woorden “proces-verbaal” en “rechter-commissaris” respectievelijk moeten worden vervangen door “bericht” en “griffier”.

Dezelfde opmerking geldt voor de achtste tabelrij van bijlage 16.

Bijlage 5

In de Franse versie van de tabel, dient in de tweede kolom van de tweede rij het woord “décision” vervangen te worden door het woord “ordonnance”. Dezelfde opmerking geldt voor de zevende en de tiende rijen van dezelfde versie.

Bijlage 6

Het begrip “bevoegd orgaan” (kolomhoofd 6) zou moeten worden toegelicht in een verklarende tekst onderaan de tabel.

Dezelfde opmerking geldt voor de tabellen van de bijlagen 8, 10, 12 en 14.

Bijlagen 7 en 8

Terwijl in de rijen 11 en 13 het woord “vonnis” wordt ontleend aan artikel XX.51, §§ 2 en 3, van het Wetboek, wordt in geen enkele rij gerefereerd aan de vonnissen tot “handlichting” van de beslagen, waarvan sprake is in paragraaf 1 van dezelfde bepaling.

Dezelfde opmerking geldt voor de tabellen van de bijlagen 20 en 21.

Bijlagen 9 en 10

In de zesde tabelrij (“XX.62 WER - verzoekschrift beëindiging”) van de bijlagen 9 en 10 worden niet alle gedinginleidende akten vermeld waarin is voorzien bij artikel XX.62, § 2, van het Wetboek van economisch recht dat, naast het verzoekschrift dat uitgaat van de “schuldenaar”, voorziet in de mogelijkheid van een “dagvaarding van het openbaar ministerie of van iedere belanghebbende.”

Dezelfde opmerking geldt voor rij 6 van de tabellen van de bijlagen 22 en 23.

Bijlagen 11 en 12

1. In de derde kolom van de negende lijn (“XX.86 § 5 WER”) dient in de Franse versie “tribunal du travail”, en niet “tribunal de travail” te worden geschreven.

2. In de eerste kolom van de vijfde en de zesde rij, moet in de Nederlandse versie “zesde lid” in plaats van “laatste lid” te worden geschreven en dient in de Franse versie “alinéa 6” in plaats van “laatste lid” te worden geschreven.

Bijlagen 13 en 14

1. In de eerste tabelrij (“XX.90 WER”) wordt melding gemaakt van de “publicatie en mededeling aan schuldeisers” van het vonnis waarin artikel XX.90 van het Wetboek voorziet. Van het vonnis zelf is echter geen sprake in de tabel.

2. Het vonnis waarin artikel XX.91, tweede lid, van het Wetboek van economisch recht voorziet, wordt niet in de tabel vermeld.

Bijlage 15

Tussen de twaalfde en de dertiende rij ontbreekt een rij die, net als de dertiende en laatste rij van bijlage 1, gewijd is aan artikel XX.131, § 2, van het Wetboek van economisch recht.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT –
DE VOORZITTER VAN DE RAAD VAN STATE

Béatrice DRAPIER

Jacques JAUMOTTE